

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L

EXTRAIT **du Registre des Délibérations du Conseil Municipal**

N° ...2019/02-01

L'an deux mille dix-neuf le jeudi 07 février à 19 h 38, le conseil municipal régulièrement convoqué le vendredi 1^{er} février 2019, sous la présidence de Monsieur Laurent RIVOIRE, Maire.

Assistaient à la séance : Mmes, Mlles et MM, Mmes, Mlles et MM, Laurent RIVOIRE, Jean THARY, Élisabeth LEFEUVRE, Karim HAMRANI, Laurence CORDEAU, Dref MENDACI, Marie-Rose HARENGER, Alexandre BENHAIM, Stéphanie SANNIER, Bernard GIRAULT, Jennifer JOBARD, Thomas FRANCESCHINI, Yveline JEN, Marcel SOLIGNY, Guillaume SALOMON, Souad TERKI, Samira BUYTENDORP, Nicole RIVOIRE, Maryvonne MOYA, Saïd YAHIA-CHERIF, Karine SUISSA (à partir de 19 :50), Olivier DELEU, Axelle ASIK, Sylvain NICOLAS-NELSON, Patricia BLANCHARD, Sarra BEN ALI, Julien-Jack RAGAZ Fadhil KORIMBOCUS (à partir de 21:05), Olivier SARRABEYROUSE, Anne DEO, Pascale LABBE, Gilles GARNIER, Patrick LASCOUX, Christiane DEL POZO, Jean-Paul LEFEBVRE, Francis FLOUZAT, Ibrahim DIARRA, Dulcinée AVRIL, Corinne BORD.

Absents ayant donné mandat :

Emmanuel MERCIER à Maryvonne MOYA
Karine SUISSA à Patricia BLANCHARD jusqu'à 19:50
Katia GRAVELOT à Jean THARY
Émilie TOPSENT à FRANCESCHINI Thomas
Fadhil KORIMBOCUS à Souad TERKI jusqu'à 21:05

Absents sans donner de mandat :

Miloud GHERRAS

Le quorum est atteint, le conseil municipal peut valablement délibérer.



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

1- DIRECTION DES FINANCES

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2019

Rapporteur : Monsieur Dref MENDACI

I - LES GRANDS ÉQUILIBRES DU BUDGET PRIMITIF 2019

a) Section de fonctionnement	4
b) Section d'investissement	4
c) Présentation par chapitre	5

II – VOLET FONCTIONNEMENT

1) Les dépenses de fonctionnement	7
2) Les recettes de fonctionnement	14

II – VOLET INVESTISSEMENT

1) Les recettes d'investissement	18
2) Les dépenses d'investissement	19

INTRODUCTION

Le rapport d'orientations budgétaires s'est tenu le 19 décembre 2018. Les documents présentés lors de ce rapport ont permis de cadrer les évolutions prévisionnelles des grands agrégats du budget 2019.

Le rapport de présentation du budget primitif 2019 présente :

- les grands équilibres et la présentation par chapitre,
- la structure de notre section de fonctionnement,
- le détail de notre section d'investissement.

Il est à préciser que les flux financiers (Fonds de Compensation des Charges Transférées : part "fiscalité et part "d'équilibre") adossés à l'E.P.T. "Est Ensemble" sont intégrés au budget primitif tout comme le transfert de la Médiathèque "Roger Gouhier" et de la ludothèque du Londeau.

I – LES GRANDS EQUILIBRES DU BUDGET PRIMITIF 2019

Conformément aux règles budgétaires, la présentation du budget primitif 2019 s'établira autour de la section de fonctionnement et de la section d'investissement.

a) Section de fonctionnement

	BP 2018	BP 2019
Dépenses réelles	67 384 328 €	68 470 681 €
Dépenses d'ordre	6 438 271 €	7 736 670 €
Dépenses totales	73 822 599 €	76 207 351 €

cc

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL		BP 2018	BP 2019
Recettes réelles		73 822 599 €	76 207 351 €
Recettes d'ordre		0 €	0 €
Recettes totales		73 822 599 €	76 207 351 €

b) Section investissement

	BP 2018	BP 2019
Dépenses réelles	20 481 799 €	21 345 007 €
Dépenses d'ordre	0 €	84 895 €
Dépenses totales	20 481 799 €	21 129 902 €

	BP 2018	BP 2019
Recettes réelles	14 043 528 €	13 608 337 €
Recettes d'ordre	6 438 271 €	7 821 565 €
Recettes totales	20 481 799 €	21 129 902 €

L'agrégation du budget primitif s'établit comme suit :

	BP 2018	BP 2019
Dépenses d'investissement	20 481 799 €	21 129 902 €
Dépenses de fonctionnement	73 822 599 €	76 207 351 €
Dépenses cumulées	94 304 398 €	97 337 253 €

	BP 2018	BP 2019
Recettes d'investissement	20 481 799 €	21 429 902 €
Recettes de fonctionnement	73 822 599 €	76 207 351 €
Recettes cumulées	94 304 398 €	97 337 253 €

c) Présentation du budget primitif par chapitre

Section de fonctionnement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
011 – Charges à caractère général	14 437 734 €	70 – Produit des services	3 811 612 €
012 – Dépenses de personnel	34 789 817 €	73 – Impôts et taxes	48 323 173 €
014 – Atténuation de produit	0 €	74 – Dotations et subventions	22 727 821 €
65 – Autres charges de gestion courante	16 960 925 €	75 – Autres produits de gestion courante	442 745 €
66 – Charges financières	2 214 305 €	76 – Produits financiers	7 000 €
67 – Charges exceptionnelles	67 900 €	77 – Produits exceptionnels	595 000 €
042 – Opérations d'ordre	1 500 000 €	013 – Atténuation de charges	300 000 €
023 – Autofinancement	6 236 670 €		
TOTAL	76 207 351 €	TOTAL	76 207 351 €

Section d'investissement

Dépenses	Montant	Recettes	Montant
10 – Dotations et fonds divers	160 000 €	10 – Dotations et fonds divers	3 300 000 €
13 – Subventions d'investissement	0 €	13 – Subventions d'investissement	1 297 920 €

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

16-Emprunts et dettes assimilées	5 335 608 €	16-Emprunt et dettes assimilées	8 540 417 €
20-Immobilisations incorporelles	330 000 €	165 – Dépôts et cautionnement reçus	10 000 €
204 – Subventions d'équipements	160 000 €	204 – Subventions d'équipements	0 €
21 – Immobilisations corporelles	3 628 750 €	27 – Autres immobilisations financières	10 000 €
23 – Immobilisations en cours	5 161 500 €	024 – Produits des cessions d'immobilisation	50 000 €
Autorisations de programmes	5 591 149 €	45 – Opérations pour compte de tiers	100 000 €
27 – Autres immobilisations financières	578 000 €	021 – Autofinancement	6 236 670 €
45 – Opérations pour compte de tiers	100 000 €	040 – Opérations d'ordre	1 500 000 €
041 - Opérations patrimoniales	84 895 €	041 – Opérations patrimoniales	84 895 €
TOTAL	21 429 902 €	TOTAL	21 129 902 €

II - VOLET FONCTIONNEMENT

Les crédits budgétaires en fonctionnement s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de 76 207 351 euros.

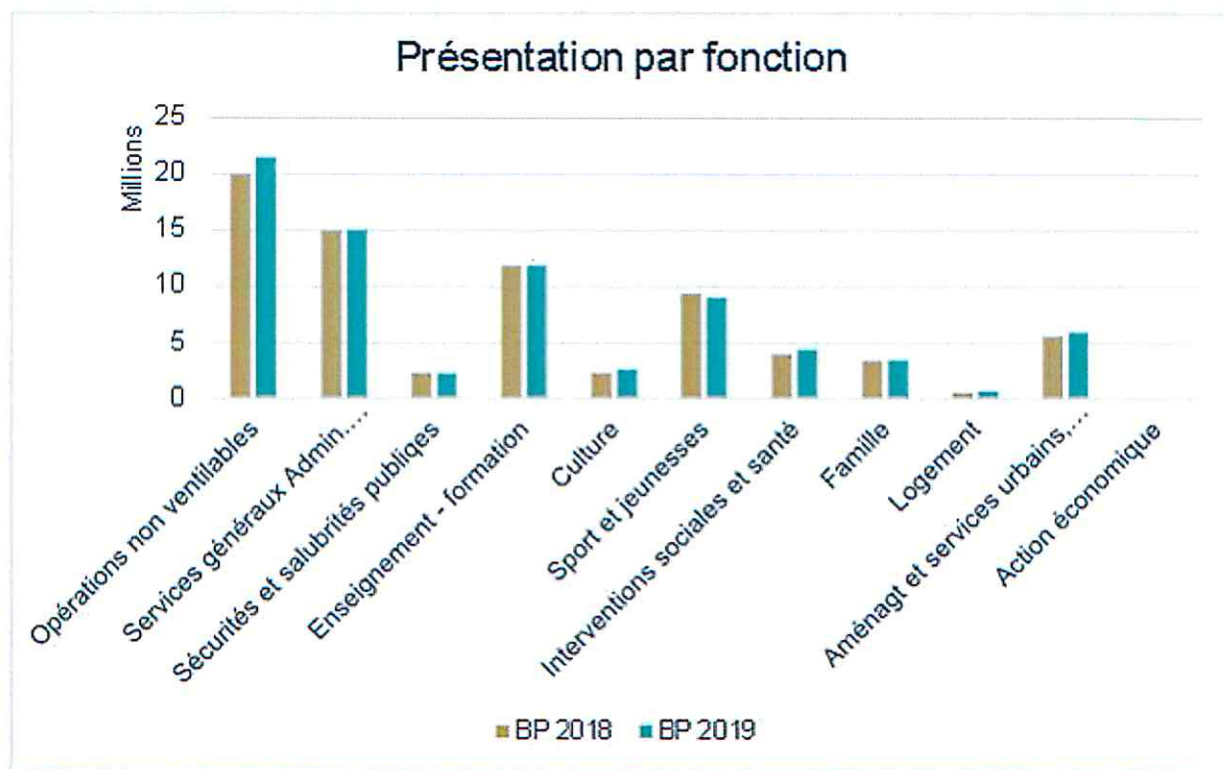
La section de fonctionnement comprend les opérations réelles et les opérations d'ordre qui s'établissent comme suit :

- l'**autofinancement prévisionnel** en recettes à hauteur de **6 236 670 euros**,
- l'opération d'ordre relative à la dotation aux amortissements pour 1 500 000 euros.

1) Les dépenses de fonctionnement

La répartition des dépenses de fonctionnement (en M€) par périmètre d'action publique s'établit comme suit :

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

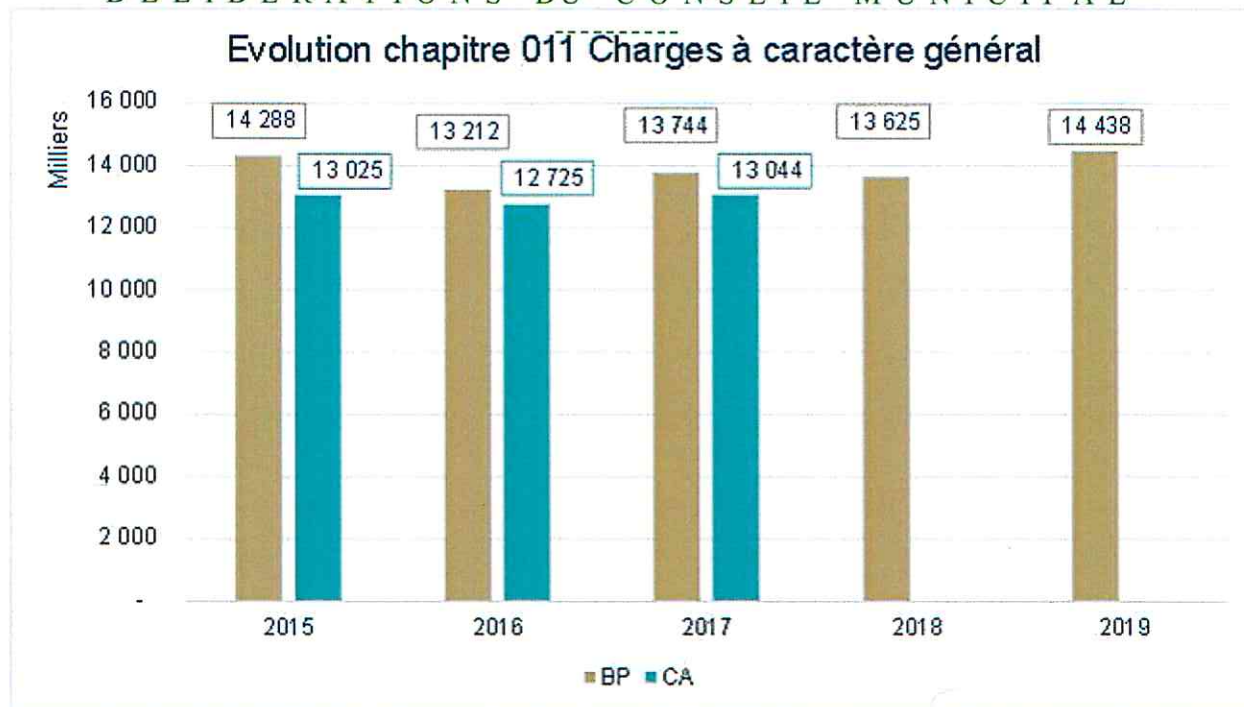


a) Les charges à caractère général (chapitre 011) : 14 437 734 €

Les charges à caractère général sont constituées des dépenses adossées au fonctionnement de l'ensemble des services de la ville.

h

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L



Les charges à caractère général pour le budget prévisionnel 2019 se répartissent comme ci-dessous :

Nature de dépenses	Achats de fournitures	Achats de prestations
Charges à caractère général	6 899 106	7 538 628

b) Les charges de personnel (chapitre 012) : 34 789 817 euros

Le ratio entre les dépenses de personnel et les dépenses de fonctionnement (DP/DRF) connaît une baisse en 2019 (50,81 % contre 52,80 % en 2018), et atteste de la continuité des actions concrètes engagées pour maîtriser et baisser la masse salariale depuis le début de la mandature.

La municipalité, par ses orientations et projets structurants, a pu sur l'exercice continuer à maîtriser l'évolution de ses dépenses de personnel, et ce, en tenant compte des trois socles de dépenses suivants :

- la mise en œuvre de mesures nationales qui s'imposent à la collectivité en matière statutaire, d'augmentation de cotisations et autres charges ;
- Un plan de recrutement soutenu pour le bon fonctionnement des services
- Le glissement vieillesse technicité contenu et neutralisé par l'effet noria (différentiel entre les rémunérations des entrées sorties entrées sorties du fait des évolutions de carrière) des dépenses liées aux mouvements de personnel. Ce GVT était de 2.01% en 2018. Ce même GVT est en prévision de 1.99% pour 2019, comprenant la mise en œuvre du PPCR dès Janvier (protocole sur les parcours carrières et rémunérations, mesure gouvernementale pluriannuelle qui avait été gelée en 2018)

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

L'anticipation des mouvements de personnel engendre une interrogation constante du plan de recrutement, notamment en cas de vacance de poste. La collectivité a recruté activement durant l'exercice, en fonction des besoins réels et évolutifs des services, mais elle a également su interagir sur

- La maîtrise des variables compressibles telles que les heures supplémentaires, par une optimisation de l'organisation des services et une meilleure gestion du temps de travail,
- Une réorganisation concertée de certains services, ayant permis une optimisation du service rendu à la population notamment par le regroupement physique de certains services et une répartition fine des missions respectives.
- Un travail accru sur le maintien dans l'emploi, les mobilités et le reclassement des agents inaptes à leur emploi pour raisons médicales, afin de prévenir et gérer les effets d'usure professionnelle en conciliant ces impératifs avec l'anticipation des besoins des services.

Ces efforts seront reconduits en 2019, afin notamment de continuer à neutraliser l'effet dit de «GVT» (glissement vieillesse technicité).

Ce dernier sera tout de même positif du fait de la mise en place progressive du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) dans sa part fixe et variable, mais aussi de la mise en place dès Janvier de la seconde phase du PPCR mentionné ci-dessus.

La mise en œuvre progressive du nouveau régime indemnitaire a impliqué de mettre en place une étude formalisée périodique des régimes indemnitaires en prenant en compte l'expérience professionnelle les niveaux de responsabilité et les expertises. Cette étude a été complétée, en concertation avec les partenaires sociaux, par la mise en œuvre de la part variable (complément individuel annuel CIA)

Les augmentations incompressibles de la masse salariale seront cependant en 2019 pondérées d'un point de vue strictement comptable par la prévision de la mutation des personnels ville affectés au CCAS, agents initialement mis à disposition de l'établissement (12 agents, pour un budget prévisionnel au prorata temporis de 359 642 euros), mutation qui fait mécaniquement baisser le chapitre 012 de la ville par rapport à la prévision initiale à effectifs constants.

Quatre de ces mutations sont intervenues au 01.01.2019, consécutivement à la réorganisation du maintien à domicile intervenue en 2018 après avis du comité technique. Les mutations suivantes doivent intervenir en avril 2019, après avis du CT et délibérations concomitantes de la ville et du CCAS.

Ainsi la prévision sur le chapitre 012 est, à la date de rédaction du présent rapport, de 34 789 817 euros (chiffre arrondi). Pour rappel le BP 2018 était de 35 579 044 euros sur ce chapitre.

Pour pondérer les effets mécaniques du GVT sur la masse salariale sans porter préjudice aux évolutions de carrières et de rémunération des agents de la collectivité, et présenter un budget primitif en baisse par rapport au BP de l'année antérieure, la ville continuera également à travailler sur ses orientations de développement des ressources humaines et financières y afférentes :

- La continuité d'études et de réorganisation des services, ces dispositifs impliquant étroitement l'ensemble des cadres de la collectivité, pour stabiliser les effectifs et les adapter au plus juste aux besoins de la collectivité.



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

- La maîtrise en conséquence du plan de recrutement annuel, et la continuité du travail engagé en matière de gestion des entrées et sorties (avec un ratio de sorties supérieur à celui des entrées). Ce travail permanent se fait en concertation avec les services de la ville.
- La continuité du travail de maîtrise des heures supplémentaires, astreintes et remplacements (la maîtrise durable impliquant une réorganisation du temps de travail de certains services, d'ores et déjà été engagée sur certains secteurs en 2018).
- Un travail sur la maîtrise de l'absentéisme, engagé depuis 2016. L'accord signé en 2016 avec les partenaires sociaux a permis de mettre en place un plan d'action ciblé, notamment sur le suivi des reclassements et du maintien dans l'emploi, découlant des engagements de cet accord. Les autres actions notamment sur la prévention et la gestion des accidents de service ont permis une baisse de la sinistralité sur ce volet, qui a permis une baisse des taux d'assurance du personnel. Cette mise en place est corollaire de l'étude actuellement menée en concertation avec les partenaires sociaux sur la participation employeur aux dispositifs de complémentaire santé et de prévoyance qui a été revalorisée en 2018.
- La continuité en 2019 de la refonte du régime indemnitaire, en concertation avec les partenaires sociaux, ainsi que des efforts réalisés sur la mise en œuvre des revalorisations, plan de stagiairisations et politique d'avancements de grade.
- La continuité de mise en œuvre en 2019 du plan de formation pluriannuel 2017-2019 qui accompagnera toutes ces évolutions en répondant aux besoins en compétences individuelles et collectives, et les évolutions de chacun. Dans ce cadre est également prévue la formalisation de la mise en œuvre du CPF (ex DIF), compte personnel de formation. L'effort de formation décidé par la municipalité, bien au-delà de la cotisation obligatoire au CNFPT, a permis en 2018 la mise en œuvre d'un grand nombre d'actions de formations individuelles et collectives, et de remise à niveau. L'exécution de ce budget est quasi-totale, ce qui justifie le besoin en formation et la nécessité de faire perdurer cette orientation forte.

En conclusion, la Municipalité souhaite continuer à répondre par ses dispositifs RH aux grands enjeux suivants en matière de gestion prévisionnelle des effectifs, emplois, et compétences pour l'année 2019:

- La maîtrise des dépenses de personnel dans un contexte général de vives tensions financières et de raréfaction des ressources ;
- À moyens réduits ou constants, la nécessité d'identifier les évolutions des orientations politiques souhaitées en terme de périmètre de l'offre de service public, et de faire évoluer en conséquence les modes d'organisation et de gestion des services pour assurer la qualité du service public;
- Continuer à renforcer le dialogue social, par la continuité de la mise en œuvre de projets de développements RH concertés, de stabilisation des effectifs, de prestations sociales, de couverture santé et prévoyance;
- Développer les dispositifs visant au traitement des problématiques d'usure professionnelle, et plus globalement d'amélioration des conditions de travail, afin de prévenir et répondre aux difficultés liées au reclassement pour motif médical.

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

Sur le chapitre 011, la prévision budgétaire 2019 est de 269 281 euros. Pour rappel le BP 2018 était sur ce chapitre de 295 500 euros. La baisse s'explique par le transfert de charges liées aux indemnités de régisseur sur le 012 pour les personnels passés en RIFSEEP, le nouveau régime indemnitaire n'étant en effet pas cumulable avec les indemnités de régie, les primes correspondantes sont pour les personnels concernées sont donc intégrées dans celui-ci au titre des sujétions spéciales liées à ces fonctions. La baisse des dépenses d'honoraires liées à certaines expertises médicales constatées en 2018 et impactant donc également le budget à la baisse est quant à elle liée au fait que la collectivité a pu pour de nombreux cas faire appel aux expertises prévues dans le contrat d'assurance statutaire du personnel municipal.

Enfin sur le chapitre 65, la prévision budgétaire 2019 est de 522 566 euros. Pour rappel le BP 2018 était de 526 650 euros. Cette très légère baisse est liée aux baisses de bases de cotisations URSSAF et aux variations de cotisations rétroactives à la CAREL pour les élus y ayant souscrit (pour rappel fond de retraite complémentaire non obligatoire)

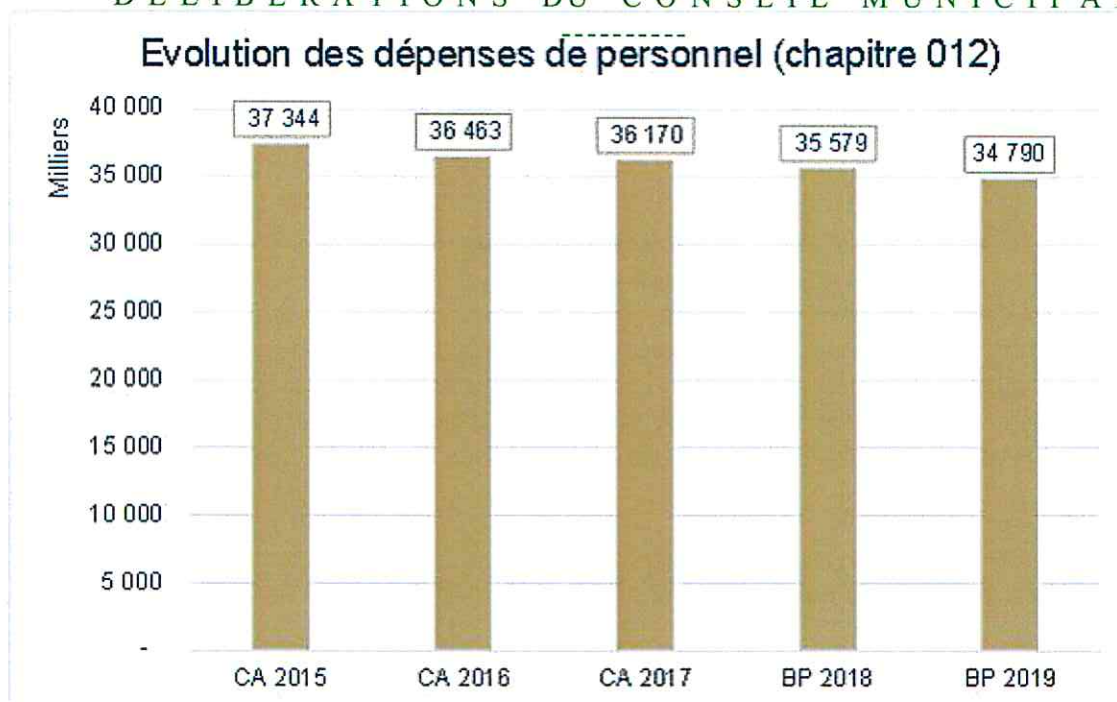
Conformément aux dispositions relatives à la nomenclature M14 s'agissant des dépenses de personnel sur le chapitre 012, l'état du personnel annexé recense les emplois au 01.01 de l'année considérée. Il convient de noter que la proposition budgétaire concernant ce chapitre pour 2019 tient compte des créations d'emploi liées au nouvel équipement « micro folies », créations soumises au vote de l'assemblée délibérante en date du 07.02.2018 par la délibération intitulée "Modification du tableau des effectifs". L'état du personnel correspondant à la date du 07.02.2018 est annexé au projet de délibération intitulé "Modification du tableau des effectifs".

Cette exécution budgétaire et la préparation de l'exercice à venir ont donc été établies dans la continuité de la politique de gestion des ressources humaines municipale, à la fois rigoureuse et ambitieuse, visant

notamment à garantir l'attractivité de ses emplois dans un contexte national et local de concurrence entre les collectivités, notamment par l'accompagnement des parcours professionnels, le développement des compétences, la valorisation des expertises individuelles et collectives et de la qualité de vie au travail, en permettant également aux encadrants de tous niveaux d'être accompagnés quotidiennement dans leurs fonctions

h

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

**c) Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) : 16 960 625 euros**

Ce chapitre est constitué de différentes lignes budgétaires adossées notamment aux subventions allouées aux associations, au C.C.A.S. au théâtre des Bergeries, aux indemnités et aux frais de formation des élus et une provision pour les créances irrécouvrables.

Par ailleurs, ce poste intègre également la part fiscalité du F.C.C.T. reversée à l'E.P.T. "Est Ensemble" ainsi que la deuxième fraction du F.C.C.T. (contenant notamment depuis le 01 janvier 2018 le transfert de la médiathèque "Roger Gouhier" et de la ludothèque du Londeau).

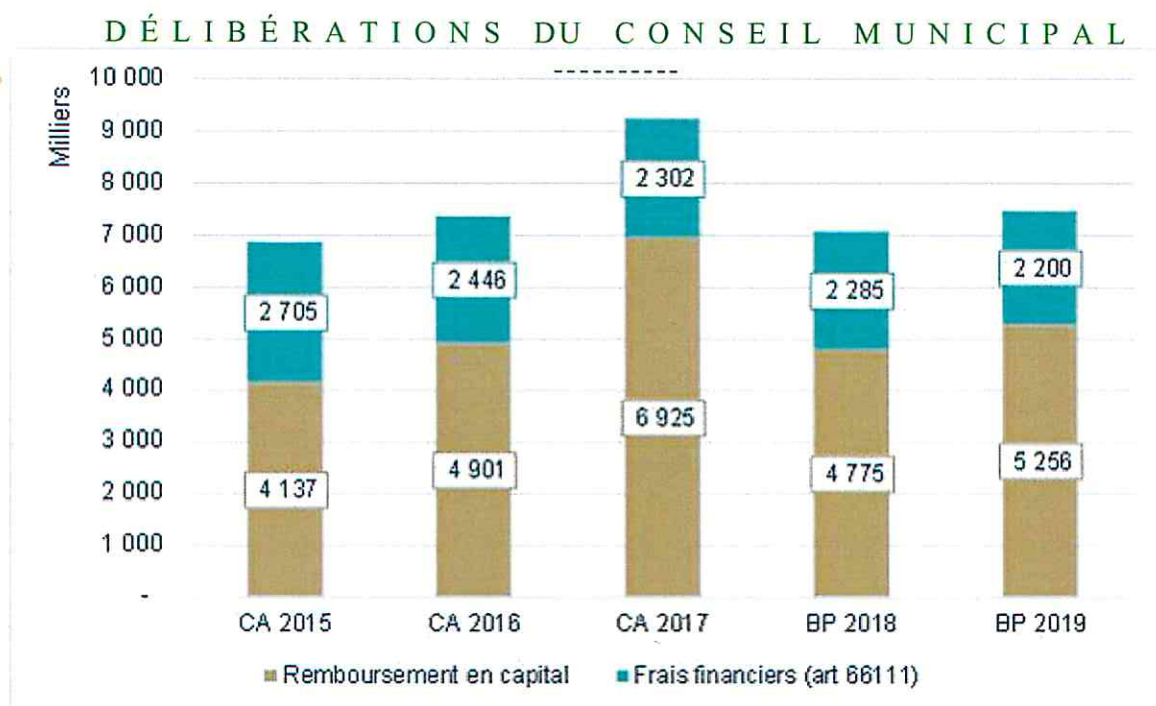
L'évolution de ce poste provient principalement de la hausse de la subvention au CCAS. Cette évolution s'explique principalement par le transfert des charges de personnels (de l'ordre de 400 K€ compensés par une baisse du chapitre 012).

d) Les charges financières (chapitre 66) : 2 214 305 euros

L'ensemble des états relatifs à la dette au 1^{er} janvier 2019 sont joints en annexe du budget. Au 1^{er} janvier 2019 l'encours de la ville s'établit à hauteur de 78,970 M€. Les frais financiers, quant à eux, sont évalués à 2,2 M€. L'endettement de la Ville reste maîtrisé et sa gestion optimisée.

Structure de notre dette:

2



e) Les charges exceptionnelles (chapitre 67) : 67 900 euros

Nous retrouvons dans cette rubrique principalement les bourses et les prix. L'évolution de ce chapitre est stable en 2019.

2) Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles s'élèvent à hauteur de 76 207 351 euros,

a) Produits des services et du domaine (chapitre 70) : 3 811 612 euros

Dans ce chapitre, se cumulent l'ensemble des recettes liées aux activités faisant l'objet d'une facturation auprès des usagers du service.

On retrouve sur ce compte les produits issus principalement :

- des redevances et droits relatifs aux services à caractère social : 1 812 015 euros
- (BP 2018 : 1 892 000 euros)
- des redevances liées aux services périscolaires et de l'enseignement : 1 350 000 euros
- (BP 2018 : 1 254 500 euros)
- des recettes du secteur sportif : 35 000 euros (BP 2018 : 44 000 euros)
- des produits à caractère culturel : 640 euros (BP 2018 : 970 euros)
- des recettes relatives au secteur des loisirs : 43 000 euros (BP 2018 : 38 800 euros)

b) Les impôts et taxes (chapitre 73) : 48 323 173 euros

1) La fiscalité directe : 30 300 000 euros

Conformément à nos engagements et, ce, depuis l'année 2011, aucune pression fiscale ne sera opérée.

Aussi, les taux appliqués s'établiront comme suit :

- Taxe d'habitation : 26,68 %
- Taxe foncière (bâti) : 28,64 %
- Taxe foncière (non bâti) : 27,24 %

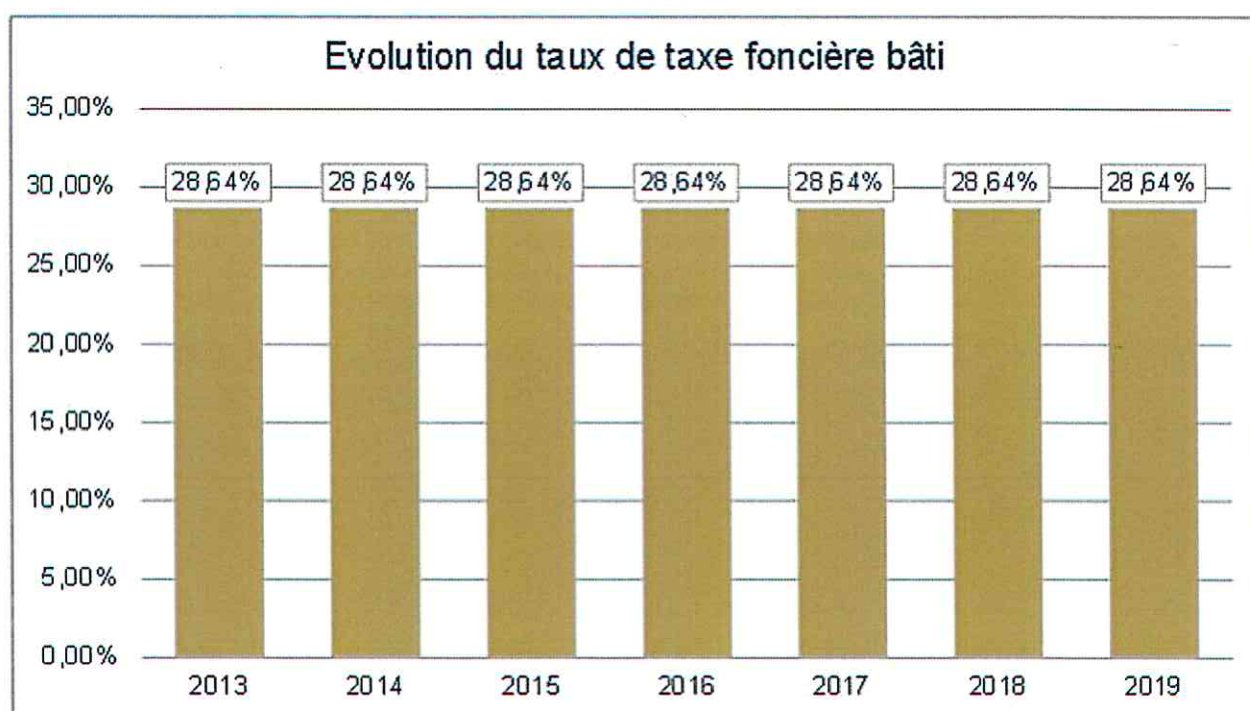
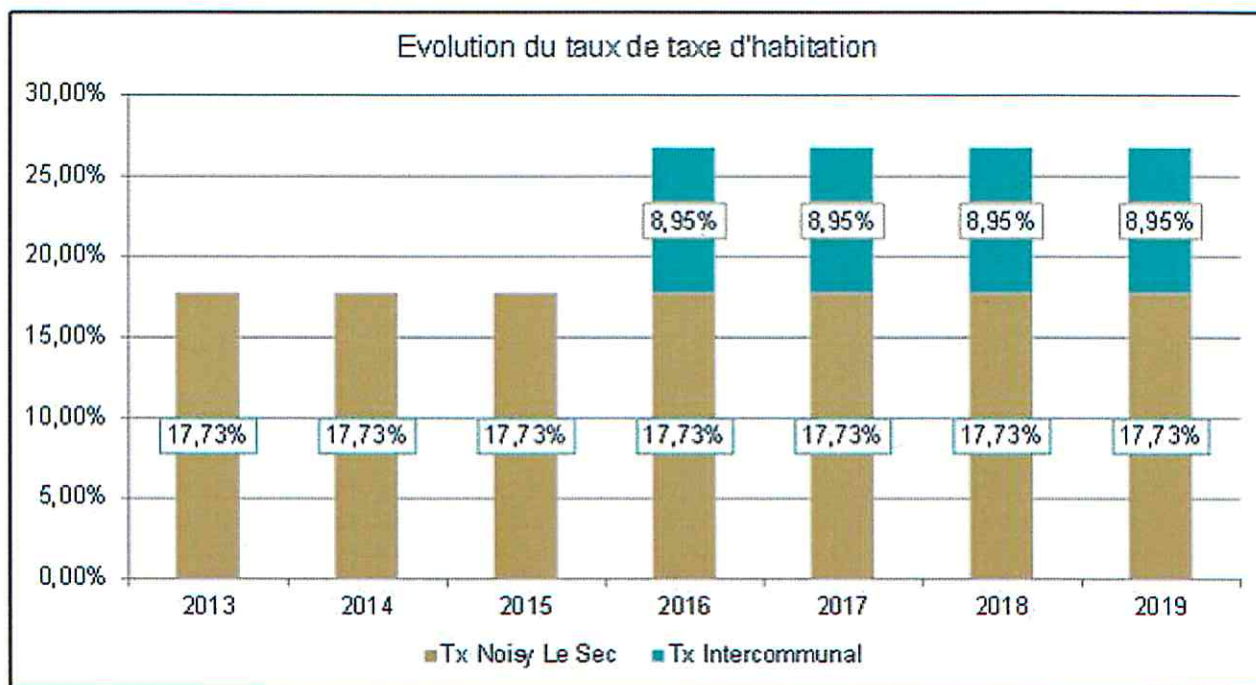
h

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

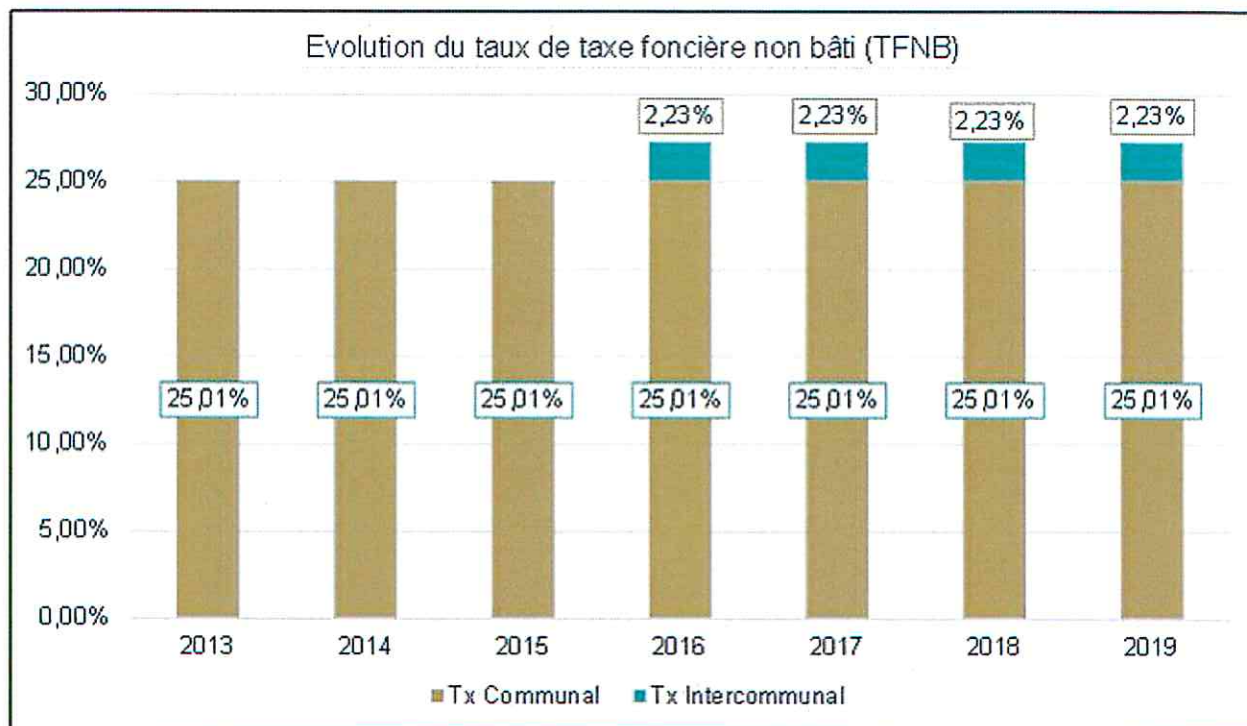


Il est précisé que les taux reflètent le cumul des taux communaux et intercommunaux, à savoir :

	Noisy-le-Sec	Est Ensemble
Taxe d'habitation	17,73 %	8,95 %
Taxe foncière sur le bâti	28,64 %	-
Taxe foncière non bâti	25,01 %	2.23 %



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L



Considérant la date de vote du budget qui se trouve être antérieure à la transmission des bases prévisionnelles (état 1259), l'hypothèse retenue a été une augmentation des bases fiscales à hauteur de + 2,3 % pour la taxe d'habitation et 2,5% pour la taxe sur le foncier bâti. La hausse forfaitaire des bases fiscales s'établit à 2,2% en 2019.

2) Les dotations et taxes : 18 023 173 euros

Afin de parfaire aux règles prudentielles en terme de prévisions budgétaires, les dotations ont fait l'objet d'une inscription en lien avec la LFI 2019.

Les principaux postes s'établissent comme suit :

- l'attribution de compensation : 10 393 173 euros
- le Fonds de Solidarité d'Ile de France : 5 250 000 euros
- le Fonds de Péréquation Intercommunal des Communes : 1 060 000 euros

Les autres taxes concernent principalement :

- la taxe additionnelle aux droits de mutation : 750 000 euros
- la taxe sur l'électricité : 530 000 euros
- la taxe sur les emplacements publicitaires : 40 000 euros

c) Les dotations et participations (chapitre 74) : 22 727 821 euros

La dotation de compensation aux groupements qui fait l'objet d'un reversement à l'E.P.T. "Est Ensemble" est à nouveau prise en compte dans le budget pour un montant de 4 216 760 €.

Les principaux postes budgétaires s'établissent de la façon suivante :

- La Dotation Globale de Fonctionnement : 4 940 000 euros

W

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

- La Dotation de Solidarité Urbaine : 6 980 000 euros
- La Dotation Nationale de Péréquation : 1 095 000 euros
- La Dotation Générale de Décentralisation: 209 000 euros
-
-
- Les subventions de l'Etat et la Caisse d'Allocations Familiales : 2 635 676 euros
- Les subventions de Conseil Régional d'Ile de France : 39 000 euros
- Les subventions du Conseil Départemental : 979 885 euros
- Les compensations fiscales de l'État : 1 362 500 euros,

Ces compensations sont versées aux collectivités pour compenser les exonérations accordées par l'État aux contribuables en termes de taxe d'habitation (1 040 000 €), de taxe foncière (315 000 €).

Elles intègrent également la dotation de recensement (7 500 €).

d) Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) : 442 745 euros

Ce poste contient deux lignes budgétaires :

- les revenus des immeubles du patrimoine communal pour 303 245 euros
- la concession de services liée au marché de la place des Découvertes : 139 500 euros

e) Les produits exceptionnels : 595 000 euros

Ce chapitre intègre en 2019 la recette liée à la convention signée avec la RATP suite à la récupération des terres pour le ré-enfouissement de Huvier. Le montant de la convention est estimé à 550 K€ et dépendra des volumes de terres fournis.

III - VOLET INVESTISSEMENT

Les crédits budgétaires adossés aux investissements s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de 21 429 902 euros.

La section d'investissement comprend également les opérations réelles et les opérations d'ordre qui s'établissent comme suit :

- l'autofinancement prévisionnel en recettes à hauteur de **6 236 670 euros**,
- les opérations d'ordre entre section : la contrepartie des prévisions prévues en dépenses de fonctionnement.
- les opérations d'ordre patrimoniales: 84 895 euros

1) Les recettes d'investissement

Elles s'élèvent à hauteur de 21 129 902 euros.

Les recettes réelles d'investissement prévues s'établissent à 13 308 337 euros.

La répartition est la suivante :

a) Les dotations et les fonds propres (chapitre 10) : 3 300 000 euros

La somme de 2 300 000 euros au titre du Fonds de Compensation de la T.V.A. et 1 000 000 euros concernant la taxe d'aménagement,

b) Les subventions (chapitre 13) : 1 297 920 euros

u

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

Les subventions d'investissements se répartissent comme suit:

- La somme de 1 000 025 euros concerne la dotation politique de la ville (DPV) relative à la 2ème tranche du groupe scolaire Renoir, aux travaux du groupe scolaire Anémone Bleuets et au dédoublement des classes de CP
- Un montant de 124 688 euros du FNADT relatif à la Micro-Folie
- Un montant de 28 007 euros pour le changement de la chaudière de l'école Bayard.

La somme de 145 000 € est également inscrite pour les recettes d'amendes de police.

c) Les opérations pour compte d'autrui (chapitre 45) : 100 000 euros

Ce montant est neutre budgétairement. Une prévision est inscrite en dépenses d'investissement,

d) L'emprunt (chapitre 16) : 8 540 417 euros

Cet emprunt sera bien évidemment, comme les années antérieures, décaissé en fonction de notre besoin de trésorerie,

2) Les dépenses d'investissement

Le budget dédié à l'investissement de la ville se répartit entre les dépenses inscrites au titre des autorisations de programme et les dépenses prévues individuellement.

Ces dépenses s'établissent à hauteur de 21 129 902 euros et leur répartition est la suivante :

a) Dotations, fonds divers et réserves (chapitre 10) : 160 000 euros

Il s'agit d'une régularisation comptable sollicitée par le Comptable Public pour le remboursement des indus de taxe d'aménagement.

b) Les remboursements d'emprunt (chapitre 16) : 5 300 000 euros.

c) Les dépenses relatives aux immobilisations incorporelles (chapitre 20) : 330 000 euros

Il s'agit des acquisitions de logiciels et licences pour 140 000 euros ainsi que des frais d'études pour 190 000 euros répartis comme ci-dessous :

- Etude pôle gare pour 30 000 euros,
- Mise en place de la maison des projets dans le cadre des études NPNRU pour 20 000 euros,
- Solde NPNRU pour 30 000 euros,
- Acquisition des parcelles ER-C1 20 000 euros,
- Etude sur le stade Huvier pour 10 000 euros,
- Etude renouvellement marché chauffage pour 50 000 euros,
- Etude transformation piscine en gymnase pour 30 000 euros.

d) Les dépenses liées aux immobilisations corporelles (chapitre 21) : 3 628 750 euros

La répartition des principaux postes budgétaires s'établit comme suit :



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

- 540 000 euros - travaux du Mille.Club,...
- 526 000 euros - droit de préemption, acquisition,
- 450 000 euros - opérations de maintenance, installation de Voirie,
- 290 000 euros - matériels informatiques,
- 280 000 euros - services achats,

- 215 000 euros - entretien de l'éclairage public,
- 205 000 euros - redevance annuelle contrat de chauffage,
- 100 000 euros - réfection toiture maternelle Appolinaire,
- 50 000 euros - réfection sanitaires maternelle Condorcet,
- 50 000 euros - participations voiries et réseaux,
- 50 000 euros - cimetières,
- 50 000 euros - travaux de mise en accessibilité,
- 35 000 euros - plantations d'arbres,
- 16 000 euros - achat de véhicules,
- 15 000 euros - réfection sanitaire maternelle Gambetta,
- 10 000 euros - projet d'une Maison assistante maternelle (MAM).

e) Les dépenses relatives aux immobilisations en cours et autorisations de programme (chapitre 23) : 10 752 649 euros

Les principaux investissements au chapitre 23 sont les suivants:

- 2 000 000 euros – Micro-folie,
- 800 000 euros - travaux ré-enfouissement du stade Huvier,
- 700 000 euros - lancement des travaux cœur de ville,
- 650 000 euros - travaux de réfection de la voirie,
- 500 000 euros - travaux de la rue Lamartine,
- 100 000 euros - sécurité aux abords des écoles, réfection des cours,
- 65 000 euros – vidéo-surveillance,
- 15 000 euros - entretien ou remplacement des bornes incendies,

Au titre des autorisations de programmes, la priorité est donnée au milieu scolaire et à l'évolution de nos quartiers.

Les crédits de paiements s'établiront comme suit :

- L'ANRU du quartier du Londeau : 21 149 euros,
- Le Groupe scolaire Jean Renoir : 5 500 000 euros,
- Restructuration du groupe scolaire Langevin: 70 000 euros.

f) Les autres immobilisations financières (chapitre 27) : 578 000 euros

Le budget intègre également les efforts fournis depuis plusieurs années pour favoriser la vie culturelle noiséenne ainsi que l'accès au logement dans un nouvel éco-quartier.

L'inscription budgétaire concerne le solde de la participation relatif à l'achèvement du nouveau conservatoire à hauteur de 350 000 euros, et la somme de 200 000 euros concerne la participation de la Ville dans le cadre de la ZAC du Quartier Durable Plaine de l'Ourcq ainsi que 2 provisions relatives aux consignations des contentieux pour 5 000 euros et 5 000 euros des dépôts et consignations sur les revenus d'immeubles.

Ce chapitre intègre également 18 000 euros pour la réhabilitation du 49 rue de Merlan.

g) Les opérations pour compte d'autrui (chapitre 45) : 100 000 euros

Ce montant est neutre budgétairement. Une prévision est inscrite en recettes d'investissement.

u

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

DÉLIBÉRATION

Le Conseil,

Vu les articles L. 2312-1, L. 2312-2, et L. 2312-3 du Code général des collectivités territoriales, concernant les modalités du vote du Budget primitif dans les communes,

Vu l'ordonnance du 26 août 2006 et le décret du 27 décembre 2005, portant modification à compter de l'exercice 2006, de l'instruction budgétaire et comptable M.14,

Vu le projet de Budget Primitif 2019,

Considérant l'équilibre des sections de fonctionnement et d'investissement,

Considérant la présentation du rapport d'orientations budgétaires le 19 décembre 2018,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Se prononçant par chapitre,

La commission des finances consultée,

DÉLIBÈRE

Article 1 :

Décide d'adopter l'ensemble des chapitres du budget.

Et approuve le budget primitif 2019 de la Ville dans les conditions d'équilibre en mouvements budgétaires à **97 637 253 euros** se décomposant comme suit :

Sections	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	76 207 351 €	21 129 902 €
Recettes	76 207 351 €	21 129 902 €

La présentation par chapitre s'établit comme suit:

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2019
011	Charges à caractère général	14 437 734 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	34 789 817 €
65	Autres charges de gestion courante	16 960 925 €



D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

66	Charges financières -----	2 214 305 €
67	Charges exceptionnelles	67 900 €
Total des dépenses réelles de fonctionnement		68 470 681 €
023	Virement à la section d'investissement	6 236 670 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre section	1 500 000 €
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		7 736 670 €
TOTAL		76 207 351 €

POUR 31 MAJORITE MUNICIPALE

**CONTRE 11 GROUPE « ROUGE ET VERT LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » ET CORINNE BORD.**

Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2019
013	Atténuation de charges	300 000 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 811 612 €
73	Impôts et taxes	48 323 173 €
74	Dotations et participations	22 727 821 €
75	Autres produits de gestion courante	442 745 €
76	Produits financiers	7 000 €
77	Produits exceptionnels	595 000 €
Total des recettes réelles de fonctionnement		76 207 351 €
TOTAL		76 207 351 €

POUR 31 MAJORITE MUNICIPALE

ABSTENTION 1 CORINNE BORD.

**CONTRE 10 GROUPE « ROUGE ET VERT LA GAUCHE ENSEMBLE »,
 GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »**

Le Maire

SECTION D'INVESTISSEMENT


 Laurent Rivoire


D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

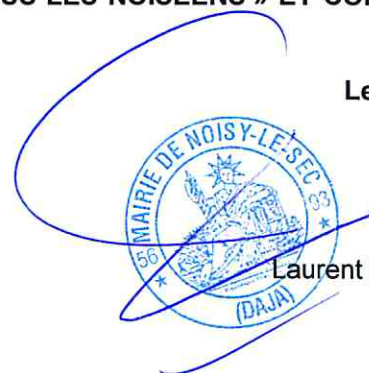
Dépenses

Chapitre	Libellé	BP 2019
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	330 000 €
204	Subventions d'équipement versées	160 000 €
21	Immobilisations corporelles	3 628 750 €
23	Immobilisations en cours	5 161 500 €
	Total des opérations d'équipements (CP)	5 591 149 €
Total des dépenses d'équipements		14 871 399 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	160 000 €
13	Subventions d'investissement	0 €
16	Emprunts et dettes assimilées (dont 165)	5 335 608 €
27	Autres immobilisations financières	578 000 €
45..1	Opérations pour compte de tiers	100 000 €
Total des dépenses réelles d'investissement		21 045 007 €
041	Opérations patrimoniales	84 895 €
Total des dépenses d'ordre d'investissement		84 895 €
TOTAL		21 129 902 €

POUR 31 MAJORITE MUNICIPALE

**CONTRE 11 GROUPE « ROUGE ET VERT LA GAUCHE ENSEMBLE »,
GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » ET CORINNE BORD.**

Le Maire



Laurent Rivoire

Recettes

Chapitre	Libellé	BP 2019
13	Subventions d'investissement	1 297 920 €
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	8 540 417 €
204	Subventions d'équipement	0 €
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	3 300 000 €
165	Dépôt et cautionnement reçus	10 000 €

D É L I B É R A T I O N S D U C O N S E I L M U N I C I P A L

27	Autres immobilisations financières-----	10 000 €
024	Produits des cessions d'immobilisations	50 000 €
45..2	Total opérations .pour compte de tiers	100 000 €
Total des recettes réelles d'investissement		13 308 337 €
021	Virement de la section de fonctionnement	6 236 670 €
040	Opérations.d'ordre entre sections : Amortissements	1 500 000 €
041	Opérations patrimoniales	84 895 €
Total des recettes d'ordre d'investissement		7 821 565 €
TOTAL		21 129 902 €

POUR 3 MAJORITE MUNICIPALE,

ABSTENTION 1 CORINNE BORD.

**CONTRE 10 GROUPE « ROUGE ET VERT LA GAUCHE ENSEMBLE »,
GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS »**

Le Maire



Laurent Rivoire

Article 2 :

Approuve les subventions aux associations (dont la liste est présentée en annexe du budget), ainsi que l'ensemble des annexes budgétaires.

Article final :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

POUR 31 MAJORITE MUNICIPALE

**CONTRE 11 GROUPE « ROUGE ET VERT LA GAUCHE ENSEMBLE »,
GROUPE « AGIR POUR TOUS LES NOISÉENS » ET CORINNE BORD.**

La délibération est adoptée

Le Maire



Laurent Rivoire